

Les changements climatiques et la fabrique de la ville, depuis Nador

Une conversation entre Hakim Cherkaoui, Sophie Dulau et Audrey Le Hénaff

Sommaire de la conversation

	Note liminaire	p.3
1	Un développement récent et intense	p.4
2	Un modèle de développement qui bute	p.7
3	Les changements climatiques exacerbent les conflits déjà présents	p.10
4	Une adaptation contrainte	p.13
5	Parler d'adaptation sans la détacher des inégalités	p.16
6	La pelouse comme image d'une ville maîtrisée	p.19
7	« L'informel révèle les limites du modèle »	p.21
8	Un vernaculaire contemporain, sans idéalisation	p.23
9	Ce que l'informel des Suds dit des Nords	p.26
10	Accompagner ou imposer ?	p.28
11	Faire projet en conditions d'incertitude	p.31

Note liminaire

« Les recherches en sciences sociales sur les inégalités environnementales ont pourtant très rapidement averti que tous et toutes ne subiraient pas ces changements de la même façon. Mais ce n'est que très récemment que l'idée d'une inégalité constitutive des effets du changement climatique a commencé à infiltrer le militantisme écologique des pays du Nord. De plus en plus, la justice climatique déconstruit cette vision de l'espèce humaine comprise comme un ensemble homogène et remet en cause la diffusion de la terminologie d'Anthropocène.¹ »

Décoloniser le changement climatique, Plurivers, revue d'écologies décoloniales, L'Observatoire Terre-Monde, Éditions du Commun, 2024, p.42.

C'est dans cette perspective que nous avons voulu regarder la lagune de Nador.

Cette conversation est née du désir de prolonger à trois voix des questions qui nous traversent depuis plusieurs années, dans des situations très contrastées autour de la Méditerranée. Notre résidence de terrain à Nador en a fait apparaître d'autres. Il ne s'agit pas de faire de ce territoire un cas d'étude observé à distance, ni d'en proposer un diagnostic exhaustif, mais de partir de ce que nous avons rencontré sur place pour réfléchir ensemble à ce qui s'y transforme. Nador : un site Ramsar pris entre la densification urbaine, le développement touristique, les grandes opérations industrielles et une fabrique informelle de la ville. Un territoire où l'eau est à la fois rare et trop présente – sécheresse, salinisation, inondations, submersion – et où ces transformations n'affectent pas toutes les populations de la même manière.

Comment les changements climatiques sont-ils perçus et nommés depuis le Maroc ? Que signifie « s'adapter » dans un territoire déjà traversé par de fortes inégalités sociales et environnementales ? Que révèlent les pratiques informelles des modèles urbains dominants ? Et comment continuer à concevoir lorsque les paysages, les ressources et les conditions d'habitabilité deviennent instables ?

C'est aussi depuis Nador que nous avons voulu interroger nos propres pratiques d'architectes, de paysagistes et d'enseignant·es, à Rabat, à Marseille ou à Versailles. Hakim Cherkaoui est architecte, il enseigne à l'École nationale d'architecture de Rabat et termine une thèse sur l'habitat informel au Maroc. Audrey Le Henaff est architecte, elle enseigne à l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille et elle est chercheuse au laboratoire INAMA. Sophie Dulau est architecte et paysagiste, elle enseigne à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles et mène une thèse sur l'adaptation aux changements climatiques dans les territoires littoraux français. Tous trois travaillent ensemble depuis plusieurs années dans le cadre du programme pédagogique européen Mélimed-Lalimed.

L'échange qui suit a été enregistré le 10 juillet 2026, à distance, entre Rabat, Marseille et Bordeaux. Il a duré un peu plus de deux heures, après une première conversation de quarante minutes. Il fait suite à une résidence de terrain de huit jours menée en juin 2026 sur la lagune, avec l'artiste-photographe Susanna De Vido.

Les thèmes et les questions de cette conversation ont été préparés à trois, en amont de l'enregistrement. Sophie, et parfois Audrey, les lisent à voix haute au cours de l'échange.

Deux institutions reviennent tout au long de la discussion, et mieux vaut les distinguer : l'agence urbaine de Nador, chargée de la planification et des documents d'urbanisme, et Marchica, la société d'aménagement de la lagune, maître d'ouvrage du grand projet touristique et urbain qui la borde.

1 Ouvrage cité dans la conversation : Décoloniser le changement climatique, Plurivers, revue d'écologies décoloniales, L'Observatoire Terre-Monde, Éditions du Commun, 2024.

2 Ce portefeuille ministériel a été absorbé par le ministère des Affaires étrangères en octobre 2021, où il y a désormais un Département des Marocains résidant à l'étranger sous sa tutelle.

3 C'était le cas en 2014 mais le recensement datant de 2024 donne 43 % de moins de trente ans pour la région de l'Oriental.

Partie 1

Un développement récent et intense

Avant de parler de climat, il fallait s'entendre sur ce qu'est Nador, et depuis quand. Tout y est récent – l'indépendance, la croissance, les grands projets – et cette brièveté revient ensuite dans chacune de nos questions.

- Audrey** Nador est un territoire singulier. C'était, de ce que j'ai compris, une petite commune rurale, qui s'est beaucoup développée au moment du protectorat, en invisibilisant ce qui préexistait ; et depuis l'indépendance, en 1956, il s'y exerce une volonté de développement très forte. C'est l'héritage d'une histoire assez récente, 1956, c'est récent, qui fabrique aujourd'hui encore des volontés de développement, avec tout ce vocabulaire du « développement » qui pourrait être questionné
- Sophie** C'est peut-être pour cela qu'il nous semble anachronique, parce qu'il est si récent, et que tout s'est transformé en si peu de temps.
- Hakim** Cela s'explique par le poids des événements. Les indépendances ont été octroyées avec le sous-entendu qu'on allait développer ces pays, dans une logique développementaliste. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il fallait développer le tiers-monde selon une logique de progrès. Il y a ce que tu dis sur l'après-1956, mais il y a aussi ce qui s'est passé ces vingt dernières années.
- Sophie** Comment tu les qualifierais, ces vingt dernières années ?
- Hakim** Depuis le début des années 2000, la politique marocaine a pris une autre tournure, plus néolibérale, je dirais plus agressive, en tout cas beaucoup plus capitaliste qu'auparavant. Avant, on était dans une logique tiers-mondiste : on allait développer l'agriculture, développer le tourisme. Maintenant on développe tout, tout ce dans quoi on peut investir, et surtout avec des investissements étrangers, ce qui n'était pas le cas avant. Des grands projets comme Nador West Med n'étaient pas possibles il y a vingt ans.
- Audrey** Je viens de retrouver un document, une annexe de la Charte architecturale et urbanistique de la ville de Nador, co-produite par l'agence urbaine de Nador-Driouch-Gercif, daté de 2021 : la population de Nador a été multipliée par neuf entre 1960 et 2014. On passe de 17 500 à 160 000 habitant·es. C'est énorme.
- Hakim** Oui, et c'est l'exode aussi, ce n'est pas que la croissance naturelle. C'est surtout cela. Et c'est vrai qu'on n'en parle pas beaucoup : il y a eu une élévation du niveau de vie quasi vertigineuse par rapport à ce qu'on connaissait pendant le protectorat. Mais c'est encore la logique développementaliste, qui consistait à structurer le pays, à le développer, à trouver des opportunités de travail. Cela ne veut pas dire que tous les problèmes sont réglés ; mais par rapport à ce que nous avons connu au lendemain de l'indépendance, le Maroc s'est métamorphosé très profondément. Et la société aussi, y compris en termes de composition, et de rapports entre les membres d'une même famille.
- Audrey** Le document parle de l'exode issu du monde rural, et du développement des structures urbaines et socio-économiques après l'indépendance. Il dit aussi que la ville est devenue un point attractif en matière d'emploi grâce aux investissements publics dans le secteur industriel, mais également, et surtout, grâce aux transferts de fonds des Marocains résidant à l'étranger, investis dans l'immobilier. C'est ce que tu nous avais dit sur place, et cela me semble très important.
- Hakim** C'est une politique marocaine : nous avons même un ministère consacré aux Marocains résidant à l'étranger². Parce qu'on s'est rendu compte que cela représente une masse financière très importante.
- Sophie** Cela se voyait dans la ville. Nous nous étions aperçu·es, les derniers jours, que tous les bâtiments autour de l'hôtel étaient vides. On nous disait qu'en été ce serait plein, qu'il y aurait du monde partout, des voitures partout, tous ces commerces ouverts. Alors que nous, nous le vivions un peu comme une ville fantôme : il n'y avait que notre hôtel, un ou deux petits restaurants, et le restaurant du couscous, qui étaient un peu animés

- Hakim** L'été, les Marocain·es résidant à l'étranger rentrent, et le reste de leur famille, installé ailleurs dans la région ou dans le Maroc, vient aussi les retrouver à Nador. Il n'y a pas que les émigré·es qui rentrent, mais aussi d'autres personnes qui viennent d'autres parties du Maroc.
- Audrey** En même temps, cela pose beaucoup de questions, parce que cela induit énormément de déplacements ; ce n'est pas rien, toute cette population qui se déplace. Et je vous donne cet autre chiffre, parce qu'il me frappe : une personne sur deux, à Nador, a moins de trente ans³. J'ai été étonnée sur place par cette population jeune. C'est très singulier pour une ville.
- Hakim** Mais cela peut être intéressant en termes de résilience : avoir un territoire qui vit intensément pendant un moment court de l'année, et qu'on laisse respirer le reste du temps. Alors que la logique actuelle, c'est d'imaginer une saisonnalité continue sur l'année. Du tourisme, du tourisme, du tourisme.
- Sophie** Tous ces éléments sont importants pour comprendre ce développement très rapide.
- Audrey** Il y a un développement intense, un réel développement, on peut le dire. Et j'avais d'ailleurs été interpellée par ce nom d'« agence de développement ». C'est particulier : il y a l'agence d'urbanisme, dont on sait qu'elle gère les questions liées à l'urbanisation – mot qu'on pourrait d'ailleurs interroger à l'aune des changements climatiques. Mais l'idée d'une agence de développement c'est très clairement affiché : on va développer.

Partie 2

Un modèle de développement qui bute

Ce développement ne va pas de soi, y compris pour ceux qui le conduisent. Nous sommes reparties de nos impressions de terrain, et de l'écart entre ce qui se dit dans une salle de réunion et ce qui se dit une fois qu'on en est sorti.

- Sophie** Si chacun·e de nous devait retenir une seule image, une seule scène de ce voyage de terrain, laquelle serait-ce, et pourquoi ?
- Hakim** Ce que je vois, c'est un territoire assez mitigé. On a l'impression que les choses sont très statiques, et en même temps on sent que quelque chose est en train de se tramer. Le calme avant la tempête, on va dire. Tout paraît très calme, mais quand on a en tête le projet de la lagune et l'ambition qui l'accompagne, même s'il est un peu à l'arrêt, ou la question du grand port, toute cette industrie qui se développe dans l'arrière-pays, on a l'impression d'un moment de flottement. C'est assez curieux comme sentiment.
- Sophie** C'est frappant, parce que «le calme avant la tempête», on pourrait le dire des changements climatiques. Toi, tu le dis du développement.
- Hakim** Sur place, nous avons eu affaire à un discours de développement qui n'a même pas besoin de se justifier. Les grands projets sont nécessaires, tout le monde est d'accord. On construit à tour de bras, tout le monde est d'accord. Mais c'est en prenant les gens à part qu'on voit les petites fissures s'incruster dans l'édifice. À commencer par la difficulté même de construire ces grands projets autour de la lagune. Il faudrait faire attention à ce contre-discours silencieux.
- Sophie** Le contre-discours sur les grands projets existe déjà localement : il y a eu des mobilisations relayées dans un article de chercheur·ses géographes sur ces conflits liés au développement autour de la lagune.
- Hakim** Oui, mais je parle de celles et ceux qui nous racontent ce discours dans le bureau. Une fois qu'on sort ensemble, ils et elles changent de discours, et cela, c'est très important.
- Sophie** Tu veux dire qu'il y a un discours institutionnel dans la salle de réunion, avec la table de treize mètres, et qu'ensuite, quand on sort, quand on fait du terrain ou qu'on partage un repas, ces mêmes personnes nous racontent autre chose.
- Hakim** Voilà. Et c'est important, parce que cela montre qu'il y a une prise de conscience des limites de cette folie des grandeurs, y compris chez les personnes qui portent ces projets. On le voit aussi aux projets qui démarrent et qui sont réalisés à moitié. Ces personnes en sont parfaitement conscientes. Et en même temps elles sont prises dans un engrenage, dans des procédures. La question qu'elles nous posent, c'est : qu'est-ce qu'on peut faire ? Qu'est-ce que vous pouvez nous suggérer ? Il y a une population qu'on voudrait déplacer et qu'on n'arrive pas à déplacer. On essaie de lui mettre la pression pour qu'elle parte d'elle-même. Et en même temps on est conscient·es que ce n'est pas moral, ce qu'on est en train de faire. Il y a là plein de contradictions qu'il serait intéressant de mettre au jour.
- Sophie** Et qu'est-ce qu'on en dit, de ces contradictions ? Qu'un discours lissé se craquelle ? Que faire des grands projets apporterait forcément du développement à une région restée à l'écart ?
- Hakim** Je dirais plus simplement qu'ils sont en train de chercher leur propre modèle. Ils sont partis sur un modèle de développement, mais ils voient bien qu'ils ont du mal à le mettre en place, tout en étant engagés dans de très grands projets. Ils se demandent quels outils pourraient les accompagner. C'est un territoire qui retient sa respiration. Il veut changer, mais il a du mal avec les outils dont il dispose et avec ceux qu'il met en place. L'agence de développement, par exemple, part de l'idée qu'elle va travailler comme une agence de développement ordinaire : construire, exproprier. Du coup elle bute sur la résistance des habitant·es, sur ses moyens, et sur cette question du réchauffement, de l'eau qui monte et qui risque de mettre à mal ses projets.
- Sophie** Il y a aussi, derrière, cette vision d'un paysage ou d'un territoire qui ne changerait pas et qu'on pourrait modeler comme on veut : il suffirait d'y mettre de l'argent.

- Hakim** C'est précisément là qu'ils butent. Ils mettent de l'argent et ils n'y arrivent pas. Ce qui veut dire qu'ils doivent changer de stratégie. D'où cette idée de territoires en attente : il y aurait là moyen de proposer autre chose que de développer pour développer. La moitié d'un projet n'est pas réalisée – faire un parc en attendant une urbanisation future qui ne viendra peut-être jamais, ce serait une façon d'améliorer l'environnement. Ces agences sont en difficulté, et elles en sont conscientes. Elles savent qu'elles ne peuvent pas suivre jusqu'au bout une logique qui suppose des investissements très lourds, elles cherchent maintenant des partenaires qui n'ont peut-être pas les mêmes objectifs qu'elles. Ce sont ces contradictions qui expliquent pourquoi ce territoire ne se fabrique pas de manière linéaire, en tout cas pas comme le discours officiel le laisse entendre.
- Sophie** Mais j'ai l'impression que ce qui les gêne ne vient pas des changements climatiques. Ces questionnements viennent plutôt de ce qu'ils n'arrivent pas à faire : ils ne trouvent pas les investisseurs, c'est compliqué, c'est plus long. Ce ne sont pas les changements climatiques qui les interrogent. Je n'ai pas trouvé ça dans leurs discours.
- Hakim** Non. Là-dessus je suis complètement d'accord.
- Audrey** Ce sont peut-être les limites d'un système. Les traces d'un modèle de développement qui commence à se craqueler. Et cela, oui, c'est certainement corrélé à la question des changements climatiques.
- Hakim** Il faut aussi garder en tête cette politique de positionnement à l'international. Des projets comme celui-là, il y en a un peu partout au Maroc, à Rabat, à Tétouan. Ils sont censés être la locomotive du développement, mais à coups d'investissements très lourds, et sur le plan environnemental ils sont loin de toute prise en considération. C'est un modèle de développement assez sauvage.
- Sophie** Pendant le discours institutionnel de l'agence, j'ai noté beaucoup de formules. Il y a vraiment une réutilisation des questions environnementales, du greenwashing, ou en tout cas des arguments écologiques réemployés pour développer davantage. Comme : on va rendre la lagune plus propre.
- Hakim** Ce n'est pas dissimulé, et c'est vrai : ils l'ont rendue plus propre. Mais comment ? C'est ça la question. Et au prix de quoi, effectivement ? C'est ce modèle en train de se fissurer qu'il faut regarder de près, et surtout voir quelle alternative ils avancent. Souvent, ils donnent l'impression de tâtonner.

Partie 3

Les changements climatiques exacerbent les conflits déjà présents

Restait à regarder ce que nous avons vu.
Une forêt morte, une côte qui s'effondre,
des terres qui se salent : des traces
dont l'origine se discute, et dont aucune
n'est seulement climatique.

- Sophie** Lors de notre séjour, qu'est-ce que nous avons vu, les un-es et les autres, qui serait une trace révélant que les effets des changements climatiques sont déjà présents, une trace des évolutions déjà en cours, et dont on peut imaginer qu'ils vont s'accroître ?
- Audrey** Ce qui m'a marquée, c'est ce que nous racontait la responsable de l'aménagement de la lagune sur les effondrements survenus après l'érosion progressive de la côte. Cette question de l'érosion me semble très forte. Et celle de la sécheresse, de la salinisation des sols, qui transforme l'agriculture. La submersion, en revanche, sur le reste du territoire, j'ai du mal à m'en rendre compte : pour l'instant, elle n'a pas l'air visible.
- Hakim** Elle l'est sur le Lido. Je citerais tous les petits dispositifs qui sont mis en place, ces espèces de cordons de dunes, pour se protéger des hautes marées.
- Sophie** Dans les traces, je me rappelle aussi cette forêt complètement morte en face de Marchica. Je me demande ce qui est arrivé : la sécheresse, un parasite, un feu ? C'était une trace très visible dans le paysage.
- Hakim** On parlait du feu en plus du parasite. Mais la question reste : est-ce un feu naturel, ou d'origine humaine ?
- Sophie** Sur place, quelqu'un nous a dit que cela pourrait être un propriétaire foncier qui aurait diffusé un parasite pour que les arbres meurent et que ses terres deviennent constructibles, car c'était un domaine forestier protégé et non constructible. Et un enseignant qui nous accompagnait parlait de feux allumés volontairement, pour la même raison.
- Audrey** Pour favoriser un processus de rente foncière, comme on peut le trouver dans d'autres endroits, dans le sud de l'Italie par exemple. Une économie remplace une autre.
- Hakim** Que ce soient les raisons du feu ou celles du parasite importé, personne ne peut dire si c'était réellement pour libérer le terrain, mais cela fait partie du récit que l'on entend.
- Audrey** Ce qui m'a interpellée aussi, ce sont les cartes d'aptitude à l'urbanisation avec toutes les questions d'aléas, dans ce que nous présentait l'agence urbaine. C'est le fait que ce soit un document non opposable, comme si la question de l'aléa n'était pas une réalité suffisamment forte pour devenir d'office une prérogative sur la question de l'aménagement.
- Hakim** En effet, et les questions de changement climatique, n'y sont pas encore comprises : ce sont surtout les glissements de terrain et les inondations qui sont pris en considération, pas plus.
- Audrey** Je reviens à la pression foncière, dont on a beaucoup parlé et qui est très visible à Nador. Cette ville qui continue à se construire, cette croissance : est-ce que c'est aussi une trace des changements climatiques ? Il y a une pression urbaine liée à des déplacements de population, et je me demande à quoi ils sont dus exactement. On constate quelque chose qui est fort autour de la pression urbaine qui se fait au détriment d'un écosystème, et qui va venir urbaniser les terres agricoles, ou mettre en place des mécanismes comme celui de brûler certains terrains pour les rendre urbanisables. Je me demande comment se corrélient ici changements climatiques, déplacements de population et modes d'urbanisation.
- Hakim** À la base, la question de l'informel est nourrie par l'exode rural, et on peut en effet facilement imaginer que les périodes de sécheresse ou d'inondation provoquent des mouvements d'exode.
- Audrey** Et tu repars de la question de l'informel et cela me fait préciser ma pensée sur la question des traces. Ce délaissement des terres irriguées qui s'urbanisent et que l'on a vu quand on était sur place, cela tient sans doute à deux phénomènes. Il y a évidemment la question de la rente foncière et le fait qu'à un moment donné, c'est peut-être plus avantageux économiquement pour un propriétaire

de vendre pour que ça s'urbanise plutôt que de continuer à tirer des revenus de l'agriculture. Mais peut-être que c'est aussi parce que ce sont des terres qui sont devenues plus difficiles à cultiver du fait de la salinisation des sols, du fait de la sécheresse. En cela, ce sont peut-être aussi des traces d'un changement.

- Hakim** Je ne sais pas. Il faudrait se pencher sur les conflits qui existent sur place. Avec Sophie et Susanna, nous sommes allé-es nous promener dans l'arrière-pays: nous avons vu des canaux pleins d'eau. Et le jour où nous avons discuté avec un agriculteur, ce qu'il racontait n'était que contradictions. Il disait que l'eau du barrage est là, mais il refusait de l'utiliser parce qu'il ne voulait pas payer, ou parce qu'il y aurait, selon lui, des arrangements illicites dans la répartition de l'eau. En fait, le problème n'est pas forcément le manque d'eau: c'est la gestion de l'eau.
- Audrey** La salinisation des sols semble être malgré tout une réalité.
- Hakim** L'agriculteur l'explique ainsi: quand ils utilisent l'eau du barrage, qui est une eau douce, cela marche. Quand ils commencent à utiliser l'eau de la nappe, c'est autre chose. La nappe phréatique est basse, et c'est pour cela que les terres sont de plus en plus touchées par la salinité, alors que l'eau douce du barrage a tendance à la diluer. Je crois qu'il y a plutôt un conflit dans la gestion de l'eau que dans sa présence.
- Sophie** Mais le fait que les agriculteurs puissent moins se servir de la nappe phréatique, parce qu'elle devient trop salée, va accentuer ce conflit, ces tensions, surtout s'ils doivent payer pour accéder à l'eau douce du barrage. Cela veut dire qu'ils sont moins autonomes et cela va accentuer leurs dépendances.
- Hakim** C'est le principe même d'un périmètre irrigué: l'État amène l'eau, mais il la vend. C'était compris dans le contrat dès le départ, et cela leur évite d'avoir à faire des forages et à installer des pompes.
- Audrey** Une tension supplémentaire se crée, du fait de l'évolution de la nappe et de la nature des sols, et cela exacerbe des tensions parallèles plus complexes liées à la gestion de l'eau dont tu parles. A cela s'ajoute la pression foncière, le phénomène de rente, qui semble être très fort dans la manière dont Nador s'urbanise. Tout ça exacerbe les conflits.
- Hakim** Oui, et dans le même sens: ces conflits s'accroissent avec les changements climatiques, parce que la nappe n'est plus rechargée et que les gens continuent à puiser. Cela ne fait qu'accroître le problème.
- Sophie** C'est peut-être cela aussi que font les changements climatiques: ils exacerbent des conflits déjà latents et ils les crispent davantage.

Partie 4

Une adaptation contrainte

Si les changements climatiques aggravent les conflits, que veut dire « s'adapter » ?

La question se déplace vers ce qui pousse réellement à changer et qui n'est pas toujours le climat. Comment convaincre d'agir des acteur·ices persuadé·es que leur contribution au réchauffement est négligeable ? La réponse qui se dessine ici ne vient pas du climat, mais du coût.

Hakim	De mon côté, la question des changements climatiques est plus compliquée. Ce qui nous a frappé·es, c'est qu'elle semble ne pas traverser l'esprit des gens, là-bas. La vraie question est : comment convaincre des acteur·ices qui sont convaincu·es que leur contribution en termes de changement climatique est négligeable ? C'est un discours quasiment partagé : les changements climatiques, ce n'est pas pour nous mais nous les subissons, et en même temps nous avons aussi en tête que nous ne contribuons pas suffisamment au réchauffement pour commencer à nous dire qu'il faut ralentir. Et cela, pour les acteur·ices, c'est très problématique, parce que ça leur laisse une marge de manœuvre et ils se disent : bon on va continuer à construire, on va continuer à s'industrialiser. Par exemple, on l'a remarqué, il y a certaines usines qui se rabattent sur le solaire pour leur production d'énergie ou de grosses cimenteries qui couvrent aujourd'hui une part importante de leurs besoins par l'éolien. Et nous avons l'avantage de ne pas avoir à démanteler des énergies très polluantes héritées du XIXe siècle. Mais la question de l'adaptation me pose un problème car nous sommes en train de nous industrialiser en ayant en tête l'énergie verte, mais pas pour des raisons climatiques. C'est une question de coût d'amortissement de la facture énergétique. Quand on parle de transition énergétique de ce côté-ci de la Méditerranée, on en parle en termes de coût, pas en termes d'atténuation des effets des changements climatiques.
Sophie	Oui, il y a une contribution très inégale aux effets des changements climatiques à l'échelle de la planète, selon les pays et selon les acteurs. Reconnaître cela, c'est reconnaître une réalité très inégale sur ces questions, tout le monde ne contribue pas de la même manière.
Hakim	Il faut voir les choses ainsi : cette transition énergétique imposée d'un point de vue économique est finalement positive, elle va dans le sens de la lutte contre le réchauffement, même si ce n'est pas l'objectif. La question, maintenant, c'est de voir comment ces actions contribuent réellement à cette transition, quand bien même l'objectif de départ n'était pas celui-là. La réponse peut venir de là, par une sorte de concours de circonstances. Le Maroc se dirige vers les énergies vertes, non pas pour le climat, mais parce que c'est un pays sans ressources énergétiques et que ces énergies lui coûtent moins cher. Il y a une espèce de collusion, une rencontre d'intérêts.
Sophie	Cette rencontre d'intérêts me semble très importante, notamment pour ces grands parcs solaires, qui sont aussi des investissements étrangers venus récupérer une énergie à bas coût. Cette énergie produite au Maroc, revient-elle aux Marocains ?
Hakim	Elle revient au même prix. C'est ce qui peut nous mettre la puce à l'oreille : le prix de l'énergie, chez nous, n'a pas baissé. Cela dit, sur le plan environnemental, cela permet d'installer une énergie plus propre, et cela soulage les caisses de l'État. On ne peut pas le nier et c'est la même chose avec le gaz naturel, moins cher et moins polluant que le pétrole. Mais ce n'est ni la pollution ni le réchauffement qui sont derrière ces décisions. Ce sont des choix économiques.
Audrey	On revient toujours à cette idée qu'il faut bouger nos modes de consommation et nos manières d'habiter, de manière située mais à l'échelle globale, si l'on veut avoir un vrai impact.
Hakim	Chez nous, on est amené à revoir ce modèle parce qu'économiquement on ne peut pas tenir avec le pétrole. Et cela rejoint la réflexion sur les changements climatiques : changer de mode de consommation, changer de mode de vie, revoir les standards à la baisse. Pour l'adaptation, je voudrais dire un mot d'une chose que j'ai découverte dans la région de Tanger-Tétouan : "la maison du climat", c'est un service local rattaché à la région, qui s'occupe des projets de transition énergétique et climatique. Je ne sais pas exactement ce qu'ils ont fait de particulier, je sais qu'ils sont derrière un petit projet d'aménagement d'espace public qui entre dans cette logique, mais pas plus. Le fait d'avoir des structures administratives locales qui s'occupent de cela montre que des choses bougent. Mais c'est seulement propre à une région, pour le moment.

- Sophie** Et si on se replace du point de vue des perceptions, selon toi, comment les changements climatiques sont-ils appréhendés depuis le Maroc ?
- Hakim** On en parle dans un discours générique, et concrètement je ne vois pas de grandes mesures. En revanche, on trouve ce discours dans tous les grands projets, et il sert surtout à justifier certains reculs : au lieu d'urbaniser aveuglément, on avance la raison du climat mais pas plus.
- Audrey** Oui, cela, on pourrait le décliner à l'échelle mondiale, et à l'échelle de la France, qu'est-ce qui est réellement fait ? Ce discours n'est pas propre au Maroc.
- Sophie** L'adaptation utilisée comme paravent est en effet très présente en France aussi. Elle est dans beaucoup de discours institutionnels, mais dans la transformation des manières de vivre, elle n'y est pas. Cela crée de très grandes dissonances. Je me demande, parce que je ne connais pas le Maroc : l'Europe se réchauffe deux à trois fois plus vite que d'autres parties du monde. Nous avons beaucoup plus de feux de forêt, de canicules, de grosses inondations, en tout cas ces trois à cinq dernières années. Cela commence à empêcher des choses très concrètes dans nos vies courantes, par exemple en période de canicule cela impacte les activités estivales, le tourisme, les trains ne circulent plus... Est-ce qu'au Maroc c'est vécu de la même manière, est-ce qu'on sent ces changements devenir plus présents ?
- Hakim** Cette année, oui, avec les grosses pluies, on a bien senti que le fonctionnement du pays n'était plus tout à fait comme avant. Et puis on a des phénomènes comme maintenant : on est en pleine canicule alors qu'il y a des régions où il pleut énormément. Et en même temps, ça pousse à accélérer certaines stratégies. Par exemple, ce qu'on appelle chez nous les autoroutes de l'eau, le transfert de l'eau d'un barrage à un autre. L'excédent d'un barrage, on l'envoie vers un autre. L'idée était de généraliser ça dans tout le territoire, avec les pluies de cette année, le processus s'accélère. On s'est aperçu que si cette infrastructure avait été là, elle aurait pu éviter pas mal de choses, et surtout éviter la perte d'eau pour des régions qui n'en ont pas. En fait, notre problème, c'est qu'on sent qu'on subit les conséquences du changement climatique, quand bien même on se dit qu'on n'en est pas acteur·ice. Mais on ne peut pas dire qu'on ne peut rien faire, puisqu'on est en train de le subir. C'est pour cela que je dis que, pour nous, l'adaptation se fait parce que nous y sommes obligés. À l'image de ce qui se passe un peu partout d'ailleurs : arrivé à un certain moment, tu es obligé de changer de comportement, même inconsciemment. Et c'est ce qui se passe. Ce qu'on peut regretter, c'est qu'il n'y ait pas de mesures systématiques dans ce sens-là.

Partie 5

Parler d'adaptation sans la détacher des inégalités

Parler d'adaptation suppose de dire qui s'adapte, et avec quels moyens. Le désaccord porte d'abord sur les mots, inégalité ou gestion de la pauvreté, puis sur ce que nous avons vu d'une ville qui n'avance pas partout à la même vitesse.

Sophie	Quand on parle d'adaptation, c'est lié aux vulnérabilités, mais aussi aux inégalités, qui sont déjà constitutives du modèle dans lequel nous vivons – liées au capitalisme, au modèle de développement. Les changements climatiques viennent accentuer ces formes d'inégalités, mais elles sont déjà là. Je pense que l'on ne peut pas parler d'adaptation et de climat hors sol, alors qu'il y a déjà des inégalités prégnantes qui sont constitutives de nos modes de vie. Est-ce que ces inégalités sont discutées publiquement au Maroc, ou restent-elles relativement invisibles ou invisibilisées ?
Hakim	Elles ne sont pas si invisibles que cela. Ce n'est pas un tabou. Il y a eu pas mal de recherches sur la question des inégalités, sur la question du genre. Sur la question de l'habitat aussi. Les opérations de déplacement de population liées aux grands équipements, par exemple avec la Coupe du monde, sont dénoncées dans nombre d'articles. Mais ce n'est pas parce qu'on en parle que la question se règle : c'est cela, le problème. Ce qui se passe à Nador, c'est un secret pour personne. Mais les choses ne sont pas si claires que ça, parce que malheureusement, autour de ces questions de pauvreté et d'inégalité, il y a aussi des personnes qui s'enrichissent. Et quand on dit « l'informel », il ne faut pas s'attendre à ce que seul le pauvre soit concerné. Il y a des promoteurs, des lobbies assez costauds ; les enjeux y sont énormes. C'est pour cela que les solutions peinent à se mettre en place, et que des solutions qui n'ont pas marché continuent de se dupliquer. À Nador, ceux qui se sont opposés au projet Marchica, ce n'était pas Monsieur Tout-le-Monde, c'étaient plutôt les gros propriétaires de terrains, qui se sont sentis exclus. Ce sont eux qui ont fait du bruit. Tant qu'on n'a pas mis tout cela à plat, le processus reste très opaque.
Sophie	Et à Nador même, il y a des inégalités très fortes entre des modes de vie très différents. Est-ce que cela dérange, ou est-ce que c'est habituel – tu nous avais parlé du modèle à deux vitesses du Maroc ? Par exemple sur le terrain, ce sont des contrastes très forts qui m'ont choquée. D'un côté, la manière dont on nous a reçus dans cette grande salle, avec cette table de treize mètres de long, et la projection d'un film de promotion pour investisseurs. Et de l'autre, la petite ville que nous avons visitée le dernier jour, où il n'y avait ni eau ni électricité, et où nous ne sommes pas restés longtemps parce que nous n'osions pas déranger les gens qui habitaient là. Et des routes parfaitement lissées, un très beau goudron, des candélabres tous de la même taille et de la même couleur, un terre-plein central planté de lauriers jusqu'à l'aéroport. Je me disais : c'est fou d'avoir autant d'argent pour des routes, et si peu pour des choses aussi élémentaires que l'accès à l'eau potable. C'est une répartition des richesses qui est très inégale.
Hakim	Oui, et c'est en fait une gestion de la pauvreté. Pourquoi y a-t-il des zones où l'on se donne vraiment les moyens d'équiper, de finir les logements, alors que dans d'autres on tolère que les choses se passent sur des années et des années ? C'est ainsi qu'on gère la pauvreté. Dans le discours de l'État, cela devient : nous nous adaptons à leurs conditions, y compris financières. Et ailleurs on n'hésite pas à employer les grands moyens pour tout leur donner. Cela pose un véritable problème de positionnement de l'État par rapport à ces questions-là. Et la question de la gestion de la pauvreté en créant des poches comme ça.
Sophie	Qu'est-ce que cela veut dire pour toi, « finir » ?
Hakim	À l'image des immeubles et des lotissements dans lesquels nous étions. L'équipement est là depuis le début, les immeubles se construisent d'un seul tenant, parce qu'on ne tolère pas que les chantiers restent à l'arrêt. Alors que dans l'autre quartier, on dit : on va amener les choses très doucement, on va équiper tout doucement, on va laisser les gens construire à leur rythme, avec les moyens qu'ils ont. Les murs sans enduit juste après le rez-de-chaussée. Le premier niveau qui arrivera peut-être dans quelques années, ou pas. Cette façon de gérer la ville de manière très différenciée est une des caractéristiques de la ville marocaine. Dans un endroit, l'État est celui qui encadre. Dans un autre, il accompagne un processus. Entre l'agence qui veut aller à deux cents à

l'heure et sortir des projets finis rapidement, les quartiers qui peinent à s'améliorer, et un tissu existant plus ou moins entretenu, il y a des vitesses qui ne sont pas les mêmes. C'est ce qui donne cette impression de désorganisation. En réalité, c'est une gestion différentielle, selon les catégories sociales et selon le type de construction.

Sophie

Et aussi selon ce que cela peut rapporter. Il y a évidemment plus d'investissements là où cela peut rapporter de l'argent, là où il peut y avoir un retour sur investissement. Pour les quartiers informels, il n'y a pas de retour sur investissement.

Hakim

C'est aussi la valeur du terrain, bien entendu. Mais cela ne change rien à la logique : si le terrain a de la valeur, ce sont les gens qui étaient là au début qu'on met en péril. On remplace une population par une autre.

Partie 6

La pelouse comme image d'une ville maîtrisée

Une image de ce voyage revient, plus tenace que les autres : du gazon arrosé, à quelques mètres de terres sèches.

- Hakim** À Nador, c'était assez saisissant, ce contraste entre des terres très sèches et des pelouses très vertes. Quand on entrait dans le périmètre aménagé de Marchica, il n'y avait plus de sécheresse, il n'y avait plus de stress hydrique, alors qu'on venait juste de traverser une simple barrière. Dans l'imaginaire, un espace vert avec du gazon, cela fait joli. D'un point de vue climatique, d'un point de vue de la consommation d'eau, la question se pose autrement. D'un côté, oui, on a des espaces verts, mais à quel prix et pourquoi ce type de végétation persiste toujours ? Parce qu'il y a une question d'image qui ne veut pas changer mais qui est en train de se fissurer. Il y a la persistance d'anciennes inerties, d'anciens modèles comme les kilomètres carrés de gazon...
- Audrey** Est-ce que cette pelouse n'est pas un objet de transfert de modèles, l'imposition d'un modèle hérité du colonialisme ou du protectorat ? Cette volonté de pelouse est très étonnante.
- Hakim** Je ne crois pas. Quand on voit à Rabat les parcs que les Français ont laissés derrière eux, ce n'est pas du tout cette logique-là. Cette notion d'espace vert telle qu'ils l'ont laissée ne ressemble en rien à celle-ci.
- Audrey** C'est intéressant de s'interroger sur ces transferts de modèles ou sur la construction d'un imaginaire commun, au-delà de toute réalité située. La pelouse, nos étudiant·es aussi, à Marseille, ils et elles veulent toutes en mettre, et nous devons leur expliquer qu'à Marseille, la pelouse ça ne marche pas. Il y a un modèle qui vient s'imposer là comme un imaginaire de confort ou de luxe. De quoi ce gazon est-il le nom ?
- Hakim** Cela fait une ville propre, une ville moderne. C'est agréable à voir.
- Sophie** Une ville maîtrisée. À Biscarrosse aussi, ils ont mis du gazon sur la dune et ils l'entretiennent avec des jets d'eau. Du gazon, ce n'est pas du tout censé être sur une dune.
- Hakim** Cela interroge le transfert des modèles, et cela pose la question de l'architecte : lui aussi arrive avec des modèles. Et le responsable également, parce qu'après tout, l'architecte reste jusqu'à une certaine limite un exécutant. Alors que le modèle qui pourrait paraître le plus traditionnel est quelque part le plus résilient. C'est le modèle de l'oasis. C'est le modèle du jardin qu'on appelle andalou, qui est tout sauf un parterre de gazon.
- Audrey** Ce qui m'a troublée aussi, et cela rejoint notre conversation, c'est qu'il y a beaucoup d'architectes français qui travaillent au Maroc. Il y a quelque chose qui circule avec ces architectes qui viennent d'ailleurs et qui projettent au Maroc, en termes de modèles, d'imaginaires, de référentiels.
- Sophie** Il y a aussi des Marocain·es qui vont se former en France ou en Belgique et qui reviennent ensuite travailler ici. Parmi les enseignants que nous avons rencontrés à Nador, il y en avait plusieurs.

Partie 7

« L'informel révèle les limites du modèle »

Nous avons retenu de Nador une phrase de Hakim, et nous voulions qu'il l'explique : l'informel révèle les limites du modèle. Elle engage bien plus que la question de l'habitat.

- Audrey** Lors de l'une de nos discussions à Nador, Hakim, tu évoquais ton travail sur l'informel, à travers l'enseignement que tu dispenses à l'École nationale d'architecture de Rabat, mais aussi à travers ton travail de thèse. Tu disais quelque chose qui m'avait marquée : "l'informel révèle les limites du modèle" Est-ce que tu peux expliquer cette idée ?
- Hakim** C'est un peu ce que nous étions en train de dire tout à l'heure sur ce modèle qui se fissure. On commence à faire du bricolage pour aller de l'avant. On contourne le modèle, et on trouve alors de nouvelles stratégies qui, au regard du modèle en place, peuvent paraître relever de l'anarchie. Ce sont des stratégies pour débloquer des situations, ou pour faire face à des situations nouvelles auxquelles le modèle n'a pas de réponse. L'informel met à mal les conventions ou les procédures en place. Et il est révélateur du moment où le modèle commence à devenir de plus en plus hors sol par rapport à son contexte. Au départ, on met des modèles en place pour quelque chose : chez nous, le développement était censé sortir le pays du sous-développement. Le problème, c'est que ces modèles finissent par fonctionner tout seuls, dans toutes les situations. Et face à la question des changements climatiques, ils n'avaient pas été pensés dans ce sens : la consommation du sol, la question des matériaux, la question des inégalités n'étaient pas posées au départ. On se retrouve donc devant des stratégies qui répondent à des logiques que l'on ne connaissait pas auparavant. C'est en ce sens qu'on peut parler d'informel : quelque chose qui n'entre pas dans ce qui a été formalisé.
- Audrey** Cela peut se décliner sur beaucoup de situations. Du point de vue de la fabrique de la ville, de l'urbain, avec des typologies d'habitat ou des modes d'accession à la propriété qui ne sont peut-être pas adaptés aux populations qui ont besoin de se loger. Et cela peut aussi se décliner du point de vue de l'économie car l'économie informelle est très présente à Nador. À chaque fois, l'informel vient révéler les limites d'un modèle.
- Hakim** C'est exactement cela. D'autant plus que la question de l'informel a émergé en économie, pas en architecture ni en urbanisme. Nous avons récupéré la notion ensuite.
- Audrey** Tu avais aussi soulevé cette idée : "L'informel apparaît dans des moments de transition politiques et sociétaux, et peut-être que l'on peut ici considérer aussi les changements climatiques comme un moment de transition, ou de grands bouleversements politiques et sociétaux." Cela m'évoquait alors deux sujets : celui des vulnérabilités, dans un contexte déjà marqué par de fortes inégalités sociales et environnementales, et celui d'une forme de vernaculaire contemporain. Et pour rebondir on pourrait se questionner. D'une part, comment agir sur des enjeux d'adaptation quand la fabrique de la ville nous échappe, à nous, collectivités publiques, à nous, architectes ? Quels garde-fous mettre en place sur des terrains à risque, pour diminuer les vulnérabilités ? Et d'autre part : est-ce que cela devient aussi une ressource, une autre manière de faire ? Peut-être que dans l'informel s'invente depuis très longtemps une manière d'habiter plus adaptable, ou des dispositifs qu'on ne regarde pas.
- Hakim** Effectivement et ce n'est pas le discours qu'on entend : le discours actuel est plus focalisé sur l'aspect légal, voire hygiéniste. Mais en termes de dispositifs, et surtout en termes de processus, oui. Ce sont des processus lents, très économes en énergie. Vu l'ampleur de ces quartiers, il faut se dire qu'ils ne sont pas construits d'un seul tenant : ce n'est pas une surface imperméabilisée d'un coup, et en termes de production de matériaux, donc de carbone, ce n'est pas intensif. Cela permet aussi aux habitant·es d'aller à leur rythme. C'est très inclusif, quelque part. La leçon à en tirer, c'est qu'au lieu de partir de pensées très globales sur de grands territoires, il faudrait imaginer presque du cas par cas. Au lieu de tenir un seul morceau et de le faire sortir d'un coup, avec une seule logique, composer avec plusieurs logiques à la fois. C'est d'ailleurs ce que nous essayons de faire quand nous disons : ceci est le territoire de l'eau, cela est à garder, cela peut être urbanisé. Nous ne sommes plus dans une vision unitaire. Et l'informel, tel qu'il est conceptualisé aujourd'hui, va un peu dans ce sens.

Partie 8

Un vernaculaire contemporain, sans idéalisation

Si l'informel révèle quelque chose, que faut-il en retenir sans l'idéaliser ? Nous entrons ici dans le détail : la densité, les matériaux, l'inachevé, et ce qui rend tout cela vivable ou non.

- Audrey** Sur le vernaculaire contemporain, on est d'accord qu'on entend cette fabrique de la ville informelle, qui est en fait très formalisée, tu l'as dit toi-même, mais qui répond peut-être plus directement à certains besoins des habitant·es. Est-ce qu'elle comporte aussi des dispositifs vertueux ? Qu'est-ce qu'il y aurait à prendre de ce processus, notamment sur la question de la typologie ?
- Hakim** À commencer par la question de la densité. Un processus incrémental, très itératif, très doux, y compris en termes de morphologie. Quand on se promène dans ces quartiers, curieusement, la question de l'îlot de chaleur ne se pose pas encore : les rues étroites et une ventilation particulière font que ces quartiers deviennent facilement des îlots de fraîcheur. Cela dit, il y a des limites techniques à ce type de tissu, et il faut en tenir compte. Mais il y a beaucoup de choses à récupérer là. Le fait que les gens puissent construire par eux-mêmes, doucement, avec des matériaux de récupération. Tout cela, ce sont des processus que nous développons avec nos étudiant·es : ne pas chercher à optimiser un territoire, à le rendre très performant. Il y a une phrase que j'ai trouvée chez Pierre Sansot, à propos des traqués de la ville. Et en fait, quand tu regardes ces gens-là, ils s'installent là où ils peuvent, parce que partout en ville on leur interdit de s'installer. Alors ils vont chercher avec leur rationalité, leurs moyens, des endroits où ils peuvent construire.
- Audrey** Je m'interrogeais aussi sur cette question des vulnérabilités. Il y a de toute évidence des sites qu'il aurait fallu éviter d'habiter : à flanc de colline, ou sur le cordon littoral, avec l'élévation du niveau de la mer, parce qu'ils constituent une mise en danger. Les vulnérabilités se cumulent..
- Hakim** Les habitant·es des quartiers informels ne sont pas du tout dans l'optique de s'installer quelque part pour protéger l'environnement, c'est le besoin qui les pousse. Ce sont leurs manières de faire qui sont intéressantes à observer.
- Sophie** Oui, mais tout cela n'est pas choisi.
- Hakim** Non, ce n'est pas choisi. Pour ces habitant·es, encore une fois, ils le font par la force des choses, ils le font parce qu'ils n'ont pas les moyens. La preuve, c'est que dès qu'on leur propose une villa, ils prennent la villa. Ce n'est pas un choix de leur part, c'est une solution faute de mieux, c'est ainsi qu'ils présentent les choses. Et en même temps, ils déploient un vrai génie de la construction, même quand ils s'installent dans des endroits difficiles, ils arrivent à s'adapter, à s'accrocher. Jusqu'à une certaine limite, évidemment. Les problèmes d'hygiène sautent aux yeux quand on est là-bas. Comment des gens peuvent-ils vivre dans des conditions d'hygiène aussi dégradées ? Ils le supportent. Mais ce n'est pas une manière de vivre.
- Audrey** Et si on interroge les matériaux utilisés, par exemple ?
- Hakim** Des matériaux conventionnels, du béton, de la brique, mais souvent recyclés. Du ferraille récupéré dans les démolitions, des fenêtres récupérées dans d'autres maisons. C'est du recyclage. C'est pour cela qu'on peut parler de vernaculaire contemporain.
- Audrey** C'est une exacerbation du réemploi. On n'est pas dans l'idéalisation de la maison en terre ou en pierre, on est dans une forme de recyclage de tous ces matériaux produits par la modernité. Un bricolage savant à partir de matériaux pas forcément vertueux, mais réemployés.
- Sophie** Le côté non fini était très frappant aussi. Le fait de vivre dans quelque chose qui n'est jamais fini.
- Hakim** C'est la modernité qui veut que ce soit fini, que ce soit blanc, que ce soit nickel. Auparavant, on construisait sa maison quasiment toute sa vie. À chaque fois on bricolait dedans, à chaque fois on l'améliorait. L'autre, c'est l'idéologie industrielle : avoir tout clé en main, un objet fini qu'on achète presque en grande surface. Cela pose la question du rapport des gens à leur logement et à leur environnement, c'est ce que

nous disons à nos étudiants : il va falloir jardiner, entretenir la maison, plutôt que de recourir à des entreprises extérieures.

Audrey

Est-ce que cela veut dire aussi qu'il y a une transmission de savoir-faire ? Comment est-ce que cela se fabrique ?

Hakim

D'après mes enquêtes, ils sont toujours en pleine formation quand ils ont envie de construire des choses. Soit ils regardent des vidéos, soit ils demandent conseil à des artisans, soit ils les font venir et travaillent avec eux. Ils sont très impliqués dans leur maison. Pour des tâches très spécialisées, ils font venir des artisans ou des entreprises ; le reste, ils le font eux-mêmes. Et même quand le professionnel est là, ils sont debout à côté. Mais dans l'informel, il y a, par-dessus, une forme d'encadrement en douce. À un moment on leur dit : on ferme les yeux, vous pouvez continuer à construire. Et à un autre moment on leur dit : arrêtez. D'autant qu'aujourd'hui, les autorités les suivent avec des drones. À la fin des années 1960, on créait des centres d'études un peu partout dans le monde pour étudier la question du sous-développement. Au Maroc, on a ouvert un centre de formation et de recherche au sein du ministère de l'Intérieur. Il est arrivé à cette conclusion : l'État n'arrivant plus à construire, on allait autoriser les gens à s'installer sur des terrains non équipés. C'est la définition même de l'informel, construire sur un terrain sans assainissement, sans eau, sans électricité. L'État l'a autorisé, et il a mené des opérations de ce type. J'écris d'ailleurs actuellement un article sur l'une d'elles. On dit aux gens : voilà un terrain loti, les lots sont répartis par famille, et on vous autorise à y déplacer vos habitations. Chacun sur sa parcelle. Pas de route, pas d'eau, pas d'électricité – tout cela viendra au fur et à mesure, et avec vous. C'était une façon de soulager les caisses de l'État, surtout quand il s'agit d'une population qui n'est pas solvable. C'est une politique en tant que telle : non seulement encadrée, mais assumée.

Partie 9

Ce que l'informel des Suds dit des Nords

Comment ce que nous regardons à Nador et au Maroc nous aide-t-il à voir différemment d'autres situations ? Le déplacement est ici renversé : les mots forgés pour dire les Suds servent à décrire ce qui se passe dans les Nords.

- Audrey** Nous avons parlé ensemble des épistémologies des Suds, et lors de cette discussion tu nous disais, Hakim, t'interroger dans ton travail de thèse, sur la manière dont l'informel des Suds permet de décrire des processus des Nords. Peux-tu nous en dire plus ?
- Hakim** J'ai fait le tour de la question, et je l'ai retrouvée chez pas mal d'auteurs, même si ce n'était pas dit de cette manière. Prenez Venise, ou plutôt tout le territoire du Veneto : comment le décrire ? On a inventé le terme de ville diffuse. Mais quand Francesco Indovina⁴ élabore son concept, le premier constat est que ces gens-là étaient hors normes. Certes, les terrains leur appartenaient, mais ils s'installaient sur des terrains qui n'étaient pas ouverts à l'urbanisation, ce qui est exactement la définition de l'informel chez nous. La plupart des quartiers informels, hors bidonvilles, ce sont des gens propriétaires de leur terre. Donc pour moi, le Veneto est une grosse ville informelle.
- Audrey** C'est vrai que c'est un mode de production de la ville que l'on retrouve à beaucoup d'endroits...
- Hakim** Tout à fait. Et d'ailleurs, Indovina expliquait le processus : ce qu'il dénonçait comme étant le surcoût, c'est-à-dire l'équipement des terrains, le fait d'amener l'assainissement, la route. C'est exactement ce qu'on fait dans l'informel chez nous. Lui, il dénonce ces faits ; moi, je dis qu'au contraire, c'est peut-être ce qu'il faut faire.
- Audrey** C'est intéressant, ce déplacement.
- Hakim** Le Nord l'a toujours repoussé, parce que cela ne correspondait pas à son modèle économique, ce qui est normal, d'ailleurs. Boaventura de Sousa Santos⁵ prend l'exemple de l'économie circulaire : pourquoi est-ce un concept qui vient du Sud ? Parce qu'un tel modèle économique ne pouvait pas correspondre au modèle capitaliste européen. C'est en ce sens qu'on parle du Sud : il ne s'agit pas d'inventeurs du Sud qui apporteraient de nouvelles épistémologies, mais de pratiques développées dans ces pays, et de la manière dont on peut les décrire. On peut dire la même chose de l'informel. Le recyclage, le bricolage ne correspondent pas au mode de production capitaliste, celui que nous avons importé d'Europe. La logique de l'objet ne marche pas du tout avec une logique de bricolage. Un promoteur a besoin de construire un certain nombre d'unités et de les vendre une fois pour toutes. Alors que là, nous lui disons : ton projet va s'étaler sur vingt ou trente ans, cela va aller tout doucement. Comme modèle économique, cela ne correspond pas à la logique capitaliste. Et je précise que plus encore que des Nords, il s'agit de groupes capitalistes. Le concept de colonialité désigne bien cela : cela peut être des groupes locaux avec un esprit colonialiste. On n'est pas obligé d'être européen. C'est d'ailleurs ce qui se passe chez nous. Et il s'agit surtout de sortir d'un mode de pensée fondé sur la rente et la rentabilité.
- Sophie** Encore faut-il s'en rendre compte. Quand on travaille avec les étudiant·es, cela veut dire conscientiser que, pour l'instant, nous pensons d'abord depuis là. C'est une des difficultés de notre travail de réflexion avec eux : se rendre compte que cette autoroute de pensée doit être questionnée. Mais il faut d'abord voir que c'est une autoroute, et qu'il existe d'autres possibilités.

4 Ouvrage cité dans la conversation : Francesco Indovina (dir.), avec F. Matassoni, M. Savino, M. Sernini, M. Torres, L. Vettoretto, *La città diffusa*, Quaderno DAEST n°1, Venise, Istituto Universitario di Architettura di Venezia (IUAV), 1990.

5 Ouvrage cité dans la conversation : Boaventura de Sousa Santos, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. « Solidarité et société », 2016.

Partie 10

Accompagner ou imposer ?

Reste ce que nous en faisons, nous qui enseignons le projet. Accompagner plutôt qu'imposer : la formule est simple, mais elle bute vite sur la ressource en eau, sur la gouvernance, et sur les limites qu'il faudrait imposer.

- Sophie** En architecture, en urbanisme, en paysage, les postures de projet sont souvent très fortes : dès qu'on pense « projet » dans un territoire, on voudrait forcément tout résoudre, au prix parfois de propositions très interventionnistes. Sur les territoires littoraux comme ailleurs, il y a l'épineuse question de ce que l'on continue de défendre et de ce que l'on accepte de laisser. Et je peux relier cette question avec une autre : celle de la posture de projet.
- Hakim** Je ramène cela à la question de la formation en général. Dans les écoles d'architecture, dès la première année, on apprend aux étudiants qu'ils doivent faire un objet, qu'ils doivent faire le projet. Et souvent on ne leur demande même pas comment ils sont arrivés à élaborer leurs idées. L'intérêt du terrain, c'est de montrer que finalement les gens n'attendent pas que l'architecte vienne faire le projet. Ils sont en train de faire le projet et le fait que le projet ne soit pas clair, cela aussi aide à déconstruire cette image d'un projet interventionniste.
- Sophie** Cela change la posture de l'architecte qui maîtrise sa production car au lieu de dessiner et de voir se réaliser ce qu'il a pensé, il accompagne au fur et à mesure un processus qui, de toute façon, le ou la dépasse.
- Hakim** Exactement. Et c'est déjà le cas : l'idée d'un projet qui se construirait comme on l'a conçu, nous savons très bien que cela n'a jamais été vrai. Il y a toujours des réajustements, des allers-retours en cours de route. La question, maintenant, c'est de prendre réellement conscience de ce processus. L'architecte se positionne comme accompagnateur·ice – ce qui n'enlève rien à sa compétence, technique, esthétique ou autre. Mais ce n'est plus la maîtrise d'œuvre qui est l'objectif. Et d'ailleurs, avec les changements climatiques et toutes ces remises en question, au fur et à mesure des changements, cela suppose que lui ou elle aussi revoie un peu ses conceptions de départ, et donc son positionnement dans le processus. Et il n'y a pas que l'accompagnement de la déconstruction. Il y a aussi : qu'est-ce qu'on va produire, et comment ? Longtemps, dans les écoles, c'était simple : on a un terrain, on le construit, on le remplit. Maintenant, la question est plutôt : qu'est-ce qu'on fait de l'existant ? Ou qu'est-ce qu'on fait avec ces nouvelles conditions que l'on ne connaissait pas auparavant ?
- Audrey** Même ce que l'Agence Marchica essaie de faire pose la question, puisqu'ils veulent déloger le village de pêcheurs. C'est aussi pour y faire autre chose.
- Sophie** Mais ce n'est pas un abandon de ces terres.
- Hakim** Je crois qu'ils ne se sont pas encore posé la question. L'eau est en train de monter sur ce Lido : comment vont-ils construire ? Pour le moment, ils disent que ce sera léger, que ce seront des cabanes luxueuses. Mais est-ce que cela ne suppose pas qu'ils vont composer avec l'eau ? C'est ce qu'ils ne disent pas encore. D'où la question : comment construire aujourd'hui ? Et en même temps, jusqu'à maintenant on a rasé ce type de logement – mais est-ce que c'est toujours pertinent de le raser ?
- Audrey** La dés-habitation, le fait de “devoir” quitter un lieu repose notamment les questions de recyclage : qu'est-ce qu'on récupère, qu'est-ce qu'on ne récupère pas ? Cela va nous poser des questions énormes de déchets aussi, de ruines en devenir, d'infrastructures obsolètes. Pour ne parler que de ce qui relève du matériel. Et cela ouvre un champ qui rejoint la question de l'informel, et qui est aussi de plus en plus exploré en architecture, cela fait partie du processus, on fait avec le gisement sur place. Pour revenir à la posture, je suis d'accord qu'il y a cette question de l'accompagnement. Mais je pense qu'il y a aussi des moments où l'on a besoin d'une très grande maîtrise. Si je prends l'exemple de l'échelle territoriale, cette échelle-là nous parle de risques et d'aléas, qui plus est en évolution, d'eau, de ressources, d'un monde d'interdépendances. Il y a des moments où l'on est obligé de dire : non, ce terrain-là, il faut en partir, parce que c'est dangereux ou qu'il y a un projet d'intérêt commun comme une dune à reconstituer. Non, le bassin versant fonctionne ainsi, donc le chemin de l'eau est celui-ci, et c'est lui qui nous guide. C'est aussi une forme de maîtrise. Il y a les deux : accompagner et

en même temps admettre que les changements climatiques nous poussent certainement à une plus grande maîtrise de certains sujets. La question de l'eau, c'est un sujet de grande maîtrise. À Nador, ils sont en train de déconstruire tout un système d'irrigation. Il faudrait peut-être quelque chose d'assez autoritaire pour dire : cela, on n'y touche pas.

- Hakim** La question de la maîtrise peut effectivement s'articuler à la posture de l'accompagnant·e. C'est la posture unique qui est à éviter. La maîtrise technique et conceptuelle de l'architecte, on en a toujours besoin, dans tous les cas de figure. Ce qui est à revoir, c'est la vision où l'architecte impose son travail et sa façon de voir. Et je dirais que sa compétence est bien davantage mise en valeur quand elle s'exerce dans le dialogue que dans l'imposition.
- Audrey** Je continue de penser qu'il y a des endroits où il faudrait imposer. La question de l'eau devrait s'imposer.
- Hakim** Là, tu touches un autre point : la question de la gouvernance. Comment faisaient les anciens ? Ils s'imposaient des choses, collectivement. On oublie que les anciens systèmes étaient très contraignants. On ne plaisantait pas. Ce n'était pas une question d'avis : c'était une question de vie ou de mort. On ne touche pas au cours d'eau.
- Audrey** On revient à la question des biens communs, à ce qui existait avec les terres communes. Il y a des choses de l'ordre de la survie : on n'y touche pas, point.
- Hakim** Récemment, nous étions dans un endroit du sud du Maroc où ce système ne fonctionne plus, mais où il en reste beaucoup de traces. On nous racontait que des personnes avaient été exclues parce qu'elles ne jouaient pas le jeu de la communauté. L'entretien des canaux d'irrigation est une obligation, point à la ligne, on ne discute pas. Celui qui refusait était quasiment exclu.
- Audrey** Alors qu'est-ce qui fait qu'à Nador cela ne fonctionne pas ? Une perte de conscience de l'importance de ces règles, une économie foncière trop pressante, une échelle de ville qui ne convient plus ?
- Hakim** C'est plus profond : c'est le rôle de l'État. C'est ce qui s'est passé en Europe aux XVIIIe et XIXe siècles, et c'est ce qui se passe chez nous. Quand l'État prend en charge certaines choses que la communauté gère, l'individualisme s'installe. Dans le Sud du Maroc, j'ai trouvé une espèce de modèle hybride de gestion de l'eau, entre l'État et la communauté. L'État se charge d'amener l'eau jusqu'à la palmeraie. Une fois qu'elle arrive là-bas, ce sont les gens qui se la répartissent, avec leurs anciennes règles coutumières. Cela évite les conflits, et l'eau n'est pas marchandisée, tout en assurant l'approvisionnement malgré la sécheresse. C'est plutôt vers ce genre de système qu'il faudrait tendre. Le bassin versant dont tu parles suppose effectivement une autorité assez puissante pour décider à cette échelle-là – mais la communauté peut prendre le relais à certains moments. Ce sont bien des échelles de gouvernance. Le périmètre irrigué, lui, est une affaire d'État : c'est lui qui gère la répartition de l'eau. Il n'a donc pas affaire à une communauté d'agriculteurs, mais à des clients qui lui achètent de l'eau. Et il y a moins de contrôle qu'on ne l'imagine dans un système apparemment aussi rationnel : il y a toujours des pertes en cours de route, que la communauté, elle, aurait d'autres moyens de compenser. Le conflit de l'agriculteur avec qui nous avons discuté, au fond, c'est un conflit avec celui qui ouvre ou qui ferme les vannes – quelqu'un qui, dans la chaîne, est insignifiant.

Partie 11

Faire projet en conditions d'incertitude

Il nous restait la question la plus difficile, et la plus personnelle : comment concevoir quand on ne sait pas à quoi ressemblera ce que l'on prépare ?

Hakim Nos systèmes d'enseignement font perdre aux étudiant·es l'objectif primordial de l'architecture : se construire des abris. C'est bien de cela que nous parlons – comment se protéger de ces changements. Quand on remonte un peu dans le temps, toute l'architecture a tourné autour de cette question. Puis elle a pris de plus en plus d'autonomie, comme objet fétichisé, déconnecté de ce qui se passe autour de lui : on le fabrique pour lui-même. On pourrait dire la même chose de la ville. Elle est là beaucoup plus pour son côté formel, esthétisant, que pour sa raison d'être : faire société. C'est pour cela que ces questions devraient être l'objet de l'enseignement sur les cinq ou six années du parcours d'un architecte, d'un paysagiste, d'un urbaniste. Et la question des changements climatiques la pose d'un bloc, d'un coup.

Sophie Pour ouvrir, j'aimerais revenir à quelque chose de plus personnel : comment envisageons-nous le ou les futurs, si nous devons nous poser la question tous les trois ? A la fois en tant qu'enseignant·e et en tant qu'individu. De mon côté, il y a quelque chose qui me traverse et qui me dérange. Depuis trois ans que j'accompagne des étudiant·es, j'essaie de réfléchir avec elleux sur la manière de continuer à projeter tout en changeant cette posture de concepteur·ice. Mais à la fin de chaque semestre, j'ai une sensation de malaise. C'est ça, c'est le mot, parce qu'iels projettent toujours des choses en 2050, en 2080, et en fait cela ne sera pas du tout comme iels l'imaginent. Pourquoi ? Parce qu'il y a chez elleux, et socialement chez nous toutes, une volonté de penser un futur qui ressemble encore un peu à ce que nous vivons aujourd'hui, associé à une volonté féroce de ne pas le penser comme quelque chose de dur ou difficile. Je n'ai pas de réponse, je ne sais pas comment accompagner le fait que l'on n'a pas de réponse sur nos trajectoires. Et je crois que c'est quelque chose avec lequel je ne suis pas à l'aise, parce qu'au final, à la fin de leur projet, on retombe quand même sur quelque chose qui est résolu. Et je ne critique pas uniquement les étudiant·es, je crois que c'est sociétal, en parlant des étudiant·es, je parle de quelque chose de plus large : notre difficulté collective à penser des futurs qui seront bien plus difficiles.

Audrey Je pense que nous accompagnons, que nous transmettons des méthodes, des outils, des pistes de réflexion, et nous participons à construire, parfois à déconstruire, des regards et des postures. Et cela parle aussi d'une forme de pluralité : les expériences communes à nos cinq écoles nous montrent bien, à nous et aux étudiant·es, qu'il y a des approches plurielles. Et l'essentiel, c'est que cela nous permet de bouger, nous pousse à explorer. Les étudiant·es se forment à partir de ce bout de chemin parcouru ensemble, puis comme nous, iels continueront à questionner et à faire de nouvelles tentatives. Je pense que l'on a certaines convictions pédagogiques, qui sont aussi liées à une forme de subjectivité, à des parcours individuels et à des formations. Et que ça aussi c'est en mouvement. Aujourd'hui je suis convaincue que l'échelle territoriale est essentielle, et que toutes les lectures que l'on fait leur ouvrent des pistes, tout comme l'atelier d'écriture que l'on a monté ensemble ou encore le rapport au terrain. Ce qui me rend heureuse dans ce travail, c'est que cela puisse ouvrir pour elleux un champ de compréhension et d'outils, et que cela va continuer à se construire avec elleux, au même titre que cela va continuer à se construire avec nous. Ce qui importe, je crois, c'est d'ouvrir des champs et de nous construire collectivement des postures critiques.

Hakim De toute façon, nous vivons dans des champs ouverts. À aucun moment nous n'avons le sentiment que les choses vont se régler une fois pour toutes, et nous en prenons conscience de plus en plus. La grosse difficulté, c'est que nous n'avons pas d'outils qui nous permettent de nous adapter, de nous ouvrir vers ce champ de questionnement. Parce que nous étions convaincu·es qu'un·e architecte, un·e urbaniste, cela construit un artefact une fois pour toutes, et c'est fini. Alors que si nous avions les outils, ne serait-ce que pour nous permettre de nous poser des questions sur ce qu'est notre propre production, sur le sens qu'on va lui donner, ou sur ce qu'est la production de l'espace ou de la ville, cela nous aiderait à naviguer.

Sophie Comme nous projetons dans un temps long, nous sommes forcés, dans ce métier, de penser un futur, proche ou un peu plus lointain. Or déjà, en 2050, on sait que ce sera bouleversé de manière beaucoup plus forte. Donc on ramène le climat dans l'architecture, et la modification de la posture de l'architecte, mais on ramène aussi la vision d'un futur qui doit être radicalement différente. Et pour l'instant, j'ai l'impression que collectivement c'est difficile. On pense des

trajectoires qui sont assez linéaires. On bouge deux paramètres : il va y avoir moins d'eau, ou il y aura plus de submersion. Mais en soi, ce n'est pas un vrai futur, c'est bouger deux paramètres en disant que c'est 2050. C'est peut-être ça qui me met mal à l'aise : dire qu'on pense le futur, alors que ce n'est pas un exercice de pensée complet.

Audrey Peut-être que ce que tu dis rejoint la question de la pédagogie. Je pense qu'il n'y a pas, pour l'instant, d'espace pédagogique pour penser ces scénarios du futur. Je suis la première à ne pas savoir prendre en compte tous ces paramètres, donc je fais avec ce que je sais spatialiser – l'eau qui monte, des choses "facilement saisissables". Mais il y a beaucoup de choses que je ne sais pas attraper. Alors quand nous pensons des futurs avec les étudiant·es à partir d'une seule donnée d'entrée, peut-être que cette donnée est assez erronée.

Sophie Mon malaise vient de ce que, dans l'enseignement, la pensée du futur est inhérente au fait de concevoir un projet, puisque le projet va durer au-delà. Et à cela, nous ne sommes pas formé·es. Alors que les bouleversements qu'impliquent les changements climatiques font que cette pensée du futur est forcément bouleversée elle aussi, dans la manière de concevoir. Donc si nous pensons des trajectoires qui sont fausses, forcément, pour l'instant, j'ai l'impression que je les forme mal.

Hakim La question que je me pose, ce n'est pas tant ce que nous allons leur transmettre, mais comment réfléchir ce futur. Comment l'approcher, comment l'appréhender – plutôt qu'à quoi il va ressembler. Il faut se rappeler que ce n'est pas ainsi que nous avons enseigné jusqu'à maintenant. À chaque fois, nous avons donné aux étudiant·es des données statiques à partir desquelles réfléchir : nous avons tant d'habitant·es, tant de mètres carrés, allez-y. Nous étions dans des approches linéaires : à l'horizon 2030 nous serons deux millions, donc qu'est-ce qu'on fait ? En réalité nous ne nous projetons même pas : nous prenons le résultat final et nous essayons d'échelonner les phases de réalisation. Alors que la question que tu poses, c'est : comment ce futur-là va-t-il se construire dans des dynamiques mouvantes ? C'est cela qu'il faudrait travailler avec les étudiant·es – un contexte d'incertitude quasi permanente.

Sophie Un contexte d'incertitude très instable et beaucoup plus rapide que ce que nous croyons.

Hakim Exactement. Aller chercher une image de ce à quoi il va ressembler ne me paraît pas la bonne trajectoire, puisque de toute façon c'est instable et changeant. La question, c'est plutôt : comment pouvons-nous être dans cette dynamique ?

Audrey Cela repose la question des outils et de la méthode à mon avis, mais je trouve ça passionnant parce qu'en fait on est en train de mettre les mots sur quelque chose qui nous traverse toutes. D'ailleurs, dans la perspective d'une inscription en thèse, je m'étais dit que je voulais travailler sur cette question de faire projet en condition d'incertitude. Et donc effectivement, peut-être que la question ce n'est pas de savoir comment on définit les trajectoires, mais plutôt comment s'outiller collectivement pour savoir intervenir en condition d'instabilité et d'incertitude.

Sophie Et si l'on devait retenir une chose de cet échange ?

Audrey Ce serait la question de la reconnaissance : redonner de la valeur par la description, reconnaître certains systèmes pour nous décaler et faire autrement, vers des cultures alternatives, pour reprendre les mots de Sophie. Cela me paraît très fort, et cela parle de notre profession, de nos manières de faire société.

Sophie C'est une très belle façon de conclure. Cela me fait penser à ma thèse, sur la description d'autres manières de penser l'adaptation, qui peuvent justement permettre de changer une manière de regarder un sujet. Hakim, est-ce que tu veux ajouter autre chose ?

Hakim Une autre manière de regarder les changements climatiques depuis le Sud. Pas le climat, les changements climatiques. Parce que c'est cette question-là qui nous taraude.

Curation	Susanna de Vido	artiste, architecte, photographe
	Sophie Dulau	architecte paysagiste doctorante au laboratoire Larep ENSP-Versailles
	Audrey Le Hénaff	architecte enseignante chercheuse au laboratoire Inama ensa•marseille
	Hakim Cherkaoui	architecte enseignant chercheur ENA-Rabat

A l'initiative de Laurent Hodebert, Professeur à l'ensa•marseille

Du 10 sept. au 31 oct. 2026

école nationale supérieure d'architecture de marseille
Institut méditerranéen de la ville et des territoires

Visites guidées (sur réservation)

Vendredi 25 sept. à 17h30

Jeudi 15 oct. à 17h30

+ d'informations sur www.marseille.archi.fr

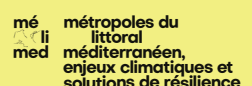
Labellisée Saison Méditerranée, l'exposition Nador - Fragments en tension, est une installation plurielle, fruit d'une dynamique de pensée collective entre enseignant-es chercheur-ses et artiste. Elle est née d'une résidence de huit jours à Nador, au Maroc, initiée dans le cadre du programme Erasmus+ Lalimed, qui a réuni des enseignant-es chercheur-es des écoles d'architecture et de paysage de Marseille, Rabat, Venise et Bruxelles. Cette exposition est une proposition issue de réflexions et d'échanges menés autour de ce terrain, autant que de plusieurs années de collaboration au sein de ce programme, entre Susanna de Vido, Sophie Dulau, Audrey Le Hénaff et Hakim Cherkaoui.

Située au bord de l'une des plus importantes lagunes de la Méditerranée, Nador connaît aujourd'hui de profondes transformations. Les changements climatiques viennent se superposer à un territoire déjà marqué par de fortes inégalités sociales, des héritages coloniaux et des dynamiques urbaines où se côtoient habitat informel, grands projets portuaires et développement touristique. Face à ces tensions, comment penser les formes contemporaines de l'adaptation, et comment représenter la complexité d'un territoire en profondes transformations sans le réduire à une image unique, ni reconduire les récits et les représentations qui l'ont longtemps défini et simplifié ?

L'exposition propose de répondre à cette question par une écriture fragmentaire, en utilisant une diversité de médiums où photographies, textes, vidéos, sons et gestes performatifs sont assemblés comme les pièces d'un patchwork. Plutôt que de dresser un portrait exhaustif de Nador ou d'en proposer une cartographie descriptive, cet assemblage cherche à recoudre, à partir de nos expériences de terrain, des fragments de paysages, de récits et de situations, laissant apparaître la complexité du territoire, les écarts, les tensions et les contradictions qui le traversent aujourd'hui.



UNION EUROPÉENNE



Nador

Fragments en tension